TABLE DES MATIÈRES

Introduction générale.	1
1. Notions préliminaires	1
1.1 Définition	1
1.2 Les sujets de l'ordre juridique international	1
1.2.1 Les organisations internationales	2
1.2.2 Les peuples coloniaux	2
1.2.3 Les individus	3
1.3 Objet	4
1.4 Droit international public et droit international privé.	4
1.5 Droit international public et science politique	5
2. Histoire des origines du droit des gens	6
2.1 La fin de la société médiévale	7
2.2 Les fondateurs de la discipline.	12
2.3 Du Traité de Westphalie (1648) au Congrès de Vienne (1815)	20
2.3.1 Le Traité de Westphalie.	20
2.3.2 Le Congrès de Vienne de 1815	21
3. Les principaux caractères du droit international.	22
3.1 Caractère global : le reflet d'une société à mi-chemin entre l'anarchie et l'ordre.	23
3.1.1 Une société anarchique	23
3.1.2 Une société ordonnée	25

3.1.3	La mondialisation	26
3.2	Un droit consensuel.	28
3.2.1	Le consentement tacite : un droit coutumier. . .	29
3.2.2	Le consentement formel : un droit contractuel .	29
3.3	Un droit sans arbitre	31
3.4	Un droit sans gendarme	32
3.5	Un vrai droit ?.	32
3.6	Un droit imparfait à la recherche d'une certaine systématisation	35
3.6.1	La loi du dédoublement fonctionnel	35
3.6.2	À la recherche d'une certaine systématisation. .	36
3.6.2.1	Les normes impératives (<i>jus cogens</i>). . .	36
3.6.2.2	Traités-contrats et traités-lois	41
3.6.2.3	Droit international général et droit international particulier	42
3.6.2.4	Normes obligatoires et normes quasi obligatoires	42
4.	Le fondement du caractère obligatoire du droit international	45
4.1	Le volontarisme juridique	46
4.2	Théories objectivistes.	48
4.2.1	Théories sociologiques.	49
4.2.2	Théories normativistes	50
4.3	Conclusion.	51
5.	Théories des relations internationales	52
5.1	L'école libérale	56
5.2	L'école réaliste	59
5.3	Conclusion.	62

Chapitre 1- La coutume internationale	65
1. Notions préliminaires	65
2. Les deux éléments de la coutume	67
2.1 L'élément matériel	69
2.1.1 Un usage constant	69
2.1.2 Un usage général	70
2.1.3 Un usage uniforme	71
2.1.4 Nature des précédents	72
2.2 L'élément subjectif : une pratique générale acceptée comme étant le droit (<i>opinio juris sive necessitatis</i>). . .	74
3. Valeur respective de l'élément matériel et de l'élément subjectif	75
3.1 Théorie de l'accord tacite	75
3.1.1 Problème de preuve	76
3.1.2 Une coutume instantanée ? Effets des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies	79
3.1.3 Problème de l'État nouveau	84
3.1.4 La règle du consentement des « États qui comptent »	84
3.1.5 Portée de la protestation	85
3.2 L'hypothèse de la loi de la majorité qualifiée fondée sur la nécessité sociale de construire l'ordre international	86
3.3 Conclusion	88
4. La codification du droit coutumier	91
4.1 Aspects historiques	91
4.2 L'œuvre de la Commission du droit international . . .	92
4.3 Aspects techniques des travaux de la Commission du droit international	93

Chapitre 2- Le traité international.	97
1. Notions générales.	97
1.1 Accord entre sujets de droit international.	97
1.1.1 Accords conclus par des organisations internationales	98
1.1.2 Accords conclus par des États membres d'un État fédéral.	98
1.2 Accord écrit ou oral	99
1.3 Un ou plusieurs instruments	100
1.4 Volonté des parties d'être juridiquement engagées . . .	101
1.5 Codification de la matière par la <i>Convention de Vienne du 22 mai 1969 sur le droit des traités</i>	103
2. La conclusion du traité international	104
2.1 Aspects généraux	104
2.2 Les différentes étapes de la procédure classique . . .	106
2.2.1 L'émission des pleins pouvoirs	106
2.2.2 L'authentification du texte par la signature . .	106
2.2.3 La ratification	107
2.2.4 Entrée en vigueur	107
2.3 Évolution de la procédure vers des formalités moins solennelles : l'accord en forme simplifiée.	109
2.4 Aspects particuliers du traité multilatéral.	111
2.4.1 Des techniques nouvelles	111
2.4.1.1 L'adhésion	112
2.4.1.2 La signature différée	112
2.4.1.3 Entrée en vigueur	113
2.4.1.4 L'institution du dépositaire.	113
2.4.2 Le système des réserves	114
2.4.2.1 Définition	114

2.4.2.2	Un précédent : l' <i>Avis consultatif du 28 mai 1951 relatif à la validité des réserves à la Convention du 9 décembre 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide</i>	115
2.4.2.3	Les articles 19 à 23 de la <i>Convention de Vienne de 1969</i>	117
2.4.2.4	Évaluation générale	122
3.	La validité du traité international	124
3.1	Les vices du consentement	124
3.2	Traité en conflit avec une norme impérative du droit international général	125
4.	L'application du traité	125
4.1	Effet du traité entre les parties.	125
4.1.1	L'exécution du traité en droit interne.	126
4.1.2	L'interprétation de bonne foi du traité	126
4.1.3	L'interprétation des traités conclus avant l'entrée en vigueur de la <i>Convention de Vienne sur le droit des traités</i>	129
4.1.4	Le traité survit au changement de gouvernement	130
4.2	Effets du traité à l'égard des tiers	130
4.2.1	Principe : <i>res inter alios acta</i>	130
4.2.2	Hypothèse du traité-loi : rôle de la coutume	131
4.2.2.1	Incorporation d'une norme de droit coutumier	132
4.2.2.2	Extension d'une norme conventionnelle par la création d'une norme nouvelle de droit coutumier.	135
4.2.3	Traités constitutifs de régimes dits objectifs	136
5.	La fin du traité	138
5.1	La dénonciation unilatérale	139

5.2	Violation substantielle	140
5.2.1	Traité bilatéral	140
5.2.2	Traité multilatéral	141
5.2.3	Cas particulier des traités en matière des droits de l'homme	142
5.3	La clause <i>rebus sic stantibus</i>	143
5.4	Cas de force majeure	145
5.5	La guerre.	145
6.	Le règlement des différends dans le cadre de la <i>Convention de Vienne</i>	147
Chapitre 3- Les autres sources du droit international		149
1.	Les principes généraux du droit	149
1.1	Principes propres aux relations internationales et principes communs aux systèmes juridiques nationaux	150
1.2	La découverte des principes généraux implique un processus d'abstraction et de généralisation.	151
2.	Les décisions judiciaires et la doctrine des publicistes les plus qualifiés.	154
2.1	Les décisions judiciaires	154
2.2	La doctrine.	155
3.	Les actes unilatéraux	157
3.1	Actes unilatéraux étatiques.	158
3.1.1	La reconnaissance	158
3.1.2	La protestation	162
3.1.3	La renonciation.	164
3.1.4	La promesse	165
3.2	Actes d'organisations internationales	168

3.2.1	Aspects généraux.	168
3.2.2	Le caractère exceptionnel du pouvoir décisionnel	170
3.2.2.1	Droit des Nations Unies.	170
3.2.2.2	Droit communautaire européen	171
4.	L'équité	172
5.	Les normes internationales.	175
5.1	Les origines de la normalisation en droit	176
5.2	La norme technique internationale comme véritable source du droit.	177
5.2.1	Les normes incorporées aux instruments juridiques.	177
5.2.2	Les normes reconnues comme normes de référence	179
5.2.3	Les normes gravitant autour des instruments juridiques sans toutefois en faire partie intégrante.	180
Chapitre 4- Les rapports entre le droit international et les droits nationaux : solutions de droit canadien		183
1.	Aspects généraux	183
2.	La mise en œuvre du droit international dans la pratique de certains États	186
2.1	États-Unis d'Amérique	186
2.2	France	192
2.3	Autres pays	194
3.	Canada.	195
3.1	La conclusion des traités	196
3.1.1	La procédure de conclusion : une prérogative de la couronne	196

3.1.2	Une prérogative de la Couronne aux droits du Canada	198
3.1.3	La question des ententes internationales du Québec.	199
3.2	La mise en œuvre du traité dans l'ordre interne : une fonction législative	202
3.2.1	Fondement et modalités de l'action législative.	202
3.2.2	Le respect du partage des compétences législatives	205
3.2.3	Quelques éléments de solution pratique	208
3.2.3.1	La clause fédérale	209
3.2.3.2	La réserve fédérale	212
3.2.3.3	L'Accord-cadre	212
3.2.3.4	L'entente directe.	214
3.2.3.5	La participation directe des provinces aux négociations internationales conduites par le gouvernement fédéral	215
3.2.3.6	L'institutionnalisation de la coopération fédérale-provinciale	215
3.3	Droit coutumier international et droit interne canadien	218
3.3.1	État du droit anglais.	218
3.3.2	Jurisprudence canadienne.	220
3.3.3	Droit international et droit québécois.	222
3.4	Le recours au droit international comme source pertinente et persuasive d'interprétation du droit canadien	223
3.5	Des rapports ambigus.	228
	Chapitre 5- Les éléments constitutifs de l'État	229
1.	Le territoire de l'État	230
1.1	Le territoire maritime.	230

1.1.1	Bref survol	230
1.1.2	Les eaux intérieures	232
1.1.2.1	L'établissement des lignes de base . . .	232
1.1.2.2	Régime juridique général	235
1.1.2.3	Les eaux intérieures canadiennes . . .	236
1.1.3	La mer territoriale	241
1.1.3.1	Largeur	242
1.1.3.2	Délimitation	242
1.1.3.3	Régime juridique général	242
1.1.3.4	L'exercice de la juridiction civile et pénale	243
1.1.3.5	La question des détroits internationaux	245
1.1.4	Les eaux archipélagiques	246
1.2	L'espace aérien	248
1.2.1	Statut juridique	248
1.2.2	Régime juridique général de l'aviation civile internationale	249
1.2.3	Les limites verticales de l'espace aérien	251
2.	La population	253
2.1	Les nationaux	254
2.1.1	Nationalité des personnes physiques	255
2.1.2	Cas de double nationalité ou de nationalité multiple	255
2.1.3	Nationalité des personnes morales	259
2.1.4	Navires	262
2.1.5	Aéronefs et objets spatiaux	264
2.2	Les étrangers, les réfugiés et les apatrides	265
3.	Le gouvernement de l'État et sa reconnaissance	265
3.1	Problématique générale	265

3.2	Analyse schématique de quelques cas	267
3.2.1	Taiïwan	267
3.2.2	Chili.	268
3.2.3	Le gouvernement en exil.	268
3.3	Effectivité, légalité et légitimité	269
3.3.1	Effectivité.	269
3.3.2	Légalité	270
3.3.3	Légitimité démocratique.	270
3.4	Liens entre la reconnaissance de gouvernement et le problème de représentation de l'ONU	273
Chapitre 6- L'établissement de la souveraineté territoriale et le problème de la formation de l'État		275
Introduction		275
1.	Modes historiques d'acquisition de la souveraineté territoriale	276
1.1	La donation pontificale	277
1.2	La découverte	278
1.3	Prise de possession symbolique.	279
1.4	L'occupation effective d'un territoire sans maître	279
1.5	Conquête militaire	281
2.	L'accession à l'indépendance et le droit à l'autodétermination	282
2.1	Les textes fondamentaux	283
2.2	Les ambiguïtés et les contradictions	286
2.3	L'avis sur la sécession du Québec et l'avis de la Cour internationale de Justice sur la sécession du Kosovo	291
2.4	Peuples autochtones.	294

3.	La reconnaissance d'État	296
3.1	Liens entre reconnaissance d'États et reconnaissance de gouvernement	296
3.2	Analyse schématique de quelques cas	297
3.2.1	Le cas de Belize	297
3.2.2	Les anciens bantoustans africains	298
3.2.3	La république éphémère du Biafra	298
3.2.4	La République turque du nord de Chypre	299
3.2.5	L'État palestinien	299
3.2.6	L'indépendance du Kosovo.	304
3.3	Conditions de licéité de l'acte de reconnaissance	307
3.3.1	Conditions relatives à l'existence effective des éléments constitutifs de l'État	308
3.3.2	Inexistence d'obligations de non- reconnaissance	309
3.3.3	Les Lignes directrices européennes du 16 décembre 1991	310
3.4	Formes et modalités.	311
3.4.1	Reconnaissance expresse et reconnaissance implicite	311
3.4.2	Reconnaissance <i>de jure</i> et reconnaissance <i>de facto</i>	312
3.5	Effets juridiques.	313
3.5.1	Théorie constitutive	313
3.5.2	Théorie déclarative.	313
3.5.3	La théorie de « l'effet de fait » de Verhoeven.	314
3.6	Liens entre la reconnaissance d'État et l'admission à l'ONU	316
4.	La succession d'États	318
4.1	La succession d'États aux traités internationaux selon la <i>Convention de 1978</i>	321

4.1.1	Le régime minimum applicable à toutes les catégories de succession d'États	321
4.1.1.1	Les traités de frontière	321
4.1.1.2	Autres traités territoriaux	322
4.1.2	Les catégories particulières	322
4.1.2.1	L'État nouvellement indépendant . . .	322
4.1.2.2	Unification de deux ou plusieurs États	324
4.1.2.3	Hypothèse de la sécession.	324
4.1.2.4	Succession relative à une partie de territoire	326
4.2.	La succession d'États en matière de biens, archives et dettes d'État selon la <i>Convention de 1983</i>	326
4.2.1	Les biens	326
4.2.2	Les dettes.	327

Chapitre 7-	La souveraineté de l'État : compétence territoriale et extraterritoriale.	331
1.	Souveraineté de l'État et suprématie du droit.	331
2.	Le domaine réservé de l'État ou le pouvoir discrétionnaire dans l'exercice de sa compétence nationale exclusive	334
3.	La souveraineté territoriale et ses principales limitations .	338
3.1	Portée du principe	338
3.2	Principales limitations de la souveraineté territoriale	340
3.2.1	Limitations rattachées au territoire même de l'État.	341
3.2.1.1	La pollution transfrontière.	341
3.2.1.2	L'utilisation des cours d'eau internationaux.	343
3.2.1.3	L'utilisation équitable des aquifères souterrains transfrontières	346

3.2.1.4	L'obligation générales de n'encourager ni de tolérer sur son territoire des actes portant atteinte à la sécurité des États étrangers	347
3.2.1.5	Régimes conventionnels divers	348
3.2.2	Limitations rattachées au statut même des ressortissants étrangers	348
3.2.2.1	Obligation générale de vigilance	348
3.2.2.2	Respect des immunités diplomatiques et consulaires	349
3.2.3	Limitations conventionnelles rattachées au thème de la protection internationale des droits de l'homme	349
3.2.4	Existence de régimes conventionnels divers	349
3.2.5	Portée de la mondialisation	350
4.	Les extensions de la souveraineté territoriale : les compétences extraterritoriales	351
4.1	Notions introductives	351
4.2	Principaux titres revendiqués pour fonder l'extraterritorialité des lois	354
4.2.1	Le principe de territorialité	356
4.2.1.1	Territorialité subjective et objective	359
4.2.1.2	La doctrine américaine des effets indésirables (<i>detrimental effects</i>)	364
4.2.1.3	La Loi canadienne sur les mesures extraterritoriales étrangères	368
4.2.1.4	La Loi étatsunienne du 11 mars 1996, dite Helms-Burton.	371
4.2.1.5	Extraterritorialité et droit international général	373
4.2.2	Le principe de personnalité	374
4.2.2.1	Personnalité active	374
4.2.2.2	Personnalité passive	377

4.2.3	Le principe de protection	378
4.2.4	La compétence universelle.	379
4.2.4.1	La loi belge dite de compétence universelle	381
4.2.4.2	Affaire <i>République du Congo c. France</i>	385
4.2.4.3	Affaire <i>Pinochet</i>	387
4.2.4.4	La <i>Loi canadienne sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre</i>	389
4.2.5	Les solutions au problème de la concurrence anarchique des compétences.	390
	Chapitre 8- Les espaces maritimes	393
	Introduction	393
1.	Les espaces maritimes soumis à la compétence fonctionnelle de l'État côtier	399
1.1	La zone contiguë.	399
1.2	La zone économique exclusive	401
1.2.1	Statut juridique	401
1.2.2	La gestion des pêches dans la zone économique exclusive	403
1.2.2.1	La détermination du volume admissible des captures.	404
1.2.2.2	La capacité d'exploitation de l'État côtier	406
1.2.2.3	L'octroi du surplus aux États tiers : un droit illusoire.	407
1.3	Le plateau continental	411
1.3.1	Définitions de 1958 et de 1982	412
1.3.2	Régime juridique	415
2.	Les espaces maritimes pleinement internationaux	416
2.1	La haute mer	416

2.1.1	La liberté de navigation	416
2.1.1.1	Le navire pirate	417
2.1.1.2	Le trafic illicite de migrants	419
2.1.1.3	Le navire qui diffuse des émissions de radio ou de télévision à l'intention du grand public	420
2.1.1.4	Le droit de poursuite du navire qui a contrevenu aux lois et règlements de l'État côtier	420
2.1.1.5	Le droit de visite.	421
2.1.2	La liberté de pêche	421
2.1.2.1	Aspects généraux	421
2.1.2.2	Organisations régionales de pêche . . .	422
2.1.2.3	L'action unilatérale canadienne en haute mer	423
2.1.2.4	L'Accord de New York de 1995 sur la conservation des stocks chevauchants	425
2.1.2.5	Le respect des mesures internationales de conservation en haute mer	427
2.2	La zone internationale des fonds marins	427
2.2.1	L'Autorité internationale des fonds marins . .	428
2.2.2	Le régime d'exploitation des ressources de la zone	429
2.2.3	Le Tribunal international du droit de la mer. .	430
3.	La délimitation des frontières maritimes	433
3.1	Notions générales	434
3.2	Les sources et le contenu du droit de la délimitation maritime	437
3.2.1	Sources	437
3.2.2	Le contenu général du droit de la délimitation maritime	441

3.2.2.1	La délimitation doit être l'objet d'un accord	442
3.2.2.2	La délimitation doit être équitable . . .	444
3.2.2.3	La décision <i>ex aequo et bono</i>	445
3.2.2.4	Principes, critères et méthodes	446
3.3	Les fondements du titre de l'État sur les espaces maritimes et ses rapports avec l'opération de délimitation	450
3.3.1	Le rapport théorique entre le titre et la délimitation.	450
3.3.1.1	Du prolongement naturel au mythe de la frontière naturelle.	451
3.3.1.2	La distance comme fondement du titre dans le droit de 1982	453
3.3.2	Le rapport pratique entre la distance comme fondement du titre et l'équidistance comme méthode de délimitation	455
3.3.2.1	Le refus jurisprudentiel initial d'établir l'équation entre la distance et l'équidistance	455
3.3.2.2	L'exclusion des facteurs géologiques ou géophysiques comme circonstances pertinentes dans l'appréciation d'une délimitation équitable.	457
3.4	Frontières maritimes canadiennes	459
3.4.1	La frontières dans le golfe du Maine	459
3.4.2	La délimitation autour des îles Saint-Pierre-et-Miquelon	463
3.4.2.1	Les prétentions initiales du Canada et de la France autour de St-Pierre-et-Miquelon	465
3.4.2.2	Délimitation réalisée par un tribunal spécial d'arbitrage en 1992	466
3.4.3	La délimitation dans la mer de Beaufort	467

Chapitre 9- L'espace extra-atmosphérique	469
1. Les principes du cadre conventionnel mis en place	470
1.1 Le principe de la liberté de l'espace extra-atmosphérique	471
1.2 Le principe d'affectation pacifique	472
1.3 Le principe de la compétence personnelle de l'État d'immatriculation	473
1.4 Le principe de responsabilité pour risque	474
1.5 Le principe de coopération	476
2. Les problèmes actuels.	477
2.1 L'orbite géostationnaire.	479
2.2 La télédétection des ressources terrestres	481
2.3 La militarisation de l'espace	484
2.4 Vols commerciaux dans l'espace	490
2.5 Les débris spatiaux	492
Chapitre 10- Les immunités	495
1. Immunités diplomatiques et consulaires	496
1.1 Fondements	497
1.2 Contenu	498
1.2.1 Inviolabilité de la personne de l'agent et des locaux de la mission diplomatique	499
1.2.2 Libertés de communication	500
1.2.3 Immunités juridictionnelles, civiles et pénales.	501
1.2.4 Privilèges fiscaux et parafiscaux	512
1.2.5 Extension des privilèges et immunités	512
1.3 Question de l'asile diplomatique	512
1.4 Privilèges et immunités consulaires	512

1.4.1	Inviolabilité.	514
1.4.2	Immunités	514
1.4.3	Libertés de communication	514
1.4.4	Privilèges fiscaux.	516
1.5	<i>La Loi sur les privilèges et immunités diplomatiques consulaires</i>	516
2.	Les immunités de juridiction de l'État étranger.	517
2.1	Fondements	517
2.2	Les immunités de juridiction et d'exécution	519
2.2.1	Principes généraux.	519
2.2.2	Exceptions au bénéfice de l'immunité de juridiction.	521
2.2.2.1	Transaction de nature commerciale	522
2.2.2.2	Action en dommages en cas de décès ou de blessures corporelles	524
2.2.2.3	Navires d'État	526
2.2.2.4	Contrat de travail	526
2.2.2.5	Propriété de biens et propriété industrielle.	529
2.3	<i>La Loi canadienne sur l'immunité de juridiction des États</i>	530
2.3.1	Aspects généraux.	530
2.3.2	Jurisprudence	531
2.3.2.1	Renonciation implicite à l'immunité	531
2.3.2.2	Le critère de la transaction commerciale	533
2.3.2.3	La notion de dommages corporels	537
2.3.2.4	Le contrat de travail.	541
2.3.3	Les amendements de 2012 : l'État terroriste désigné comme tel ne bénéficie pas de l'immunité de juridiction s'il a soutenu des activités terroristes	542

Chapitre 11- La responsabilité internationale	547
1. Notions préliminaires	547
1.1 Les divers régimes de responsabilité internationale	548
1.1.1 La responsabilité pour fait illicite	548
1.1.2 La responsabilité pour faute	549
1.1.3 La responsabilité pour risque	551
2. Éléments fondamentaux de la responsabilité pour fait illicite international	556
2.1 Le fait illicite international	556
2.2 Le fait illicite imputable à l'État	557
2.2.1 Le fait illicite imputable à l'organe législatif	558
2.2.2 Le fait illicite imputable à l'organe exécutif	559
2.2.3 Le fait illicite imputable aux organes judiciaires	564
2.2.4 Responsabilité de l'État fédéral pour les actes de ses États membres	567
2.2.5 Autres cas en matière d'imputabilité	571
2.2.5.1 Les agents <i>de facto</i> de l'État	571
2.2.5.2 Agents d'un mouvement révolutionnaire victorieux	572
2.3 Le préjudice	573
2.3.1 Préjudice causé directement à l'État et préjudice indirect causé aux nationaux d'un État	573
2.3.2 Préjudice matériel et préjudice moral	575
2.4 Les modalités de la réparation	577
2.4.1 La <i>restitutio in integrum</i>	577
2.4.2 Les dommages-intérêts	579
2.4.3 La satisfaction	581
2.5 Circonstances excluant l'illicéité	582

2.5.1	Le consentement d'un État à la commission d'un fait qui autrement serait illicite (<i>Volenti non fit injuria</i>)	582
2.5.2	Légitime défense	583
2.5.3	L'adoption de contre-mesures	583
2.5.4	La force majeure et le cas fortuit	584
2.5.5	La situation de détresse	584
2.5.6	L'état de nécessité	585
2.5.6.1	Affaire relative au Projet Gabčíkovo-Nagymaros.	586
2.5.6.2	Affaire de la Compétence en matière de pêcheries	587
3.	La mise en œuvre de la responsabilité de l'État (théorie de la protection diplomatique)	589
3.1	La caractère discrétionnaire de la protection diplomatique.	590
3.2	L'existence du lien de nationalité	595
3.2.1	Principe	595
3.2.2	Exceptions	596
3.2.3	Le lien de nationalité dans le temps	598
3.2.4	Problème de la double nationalité.	599
3.2.4.1	Double nationalité.	599
3.2.4.2	Nationalité à la fois de l'État demandeur et de l'État défendeur	600
3.3	L'épuisement préalable des recours locaux	603
3.3.1	Position de principe	603
3.3.2	Fondements	604
3.3.3	Portée de la règle.	605
3.4	Problèmes particuliers	607
3.4.1	La renonciation à l'exercice de la protection diplomatique par un particulier.	607

3.4.2	La doctrine dite des <i>clean hands</i>	612
Chapitre 12- Les organisations internationales : notions fondamentales et introduction au droit des Nations Unies		
1.	Définition	616
1.1	Généralités.	616
1.2	Personnalité	618
1.3	Privilèges et immunités	621
1.4	Classification	623
2.	Structure.	624
2.1	Composition	624
2.1.1	Le droit d'accès	624
2.1.1.1	Procédure de l'invitation	626
2.1.1.2	Procédure du vote sur candidature	626
2.1.1.3	L'admission à l'ONU	626
2.1.2	Le droit de retrait	629
2.1.3	L'expulsion	630
2.1.4	La non-reconnaissance des lettres de créance comme substitut à la procédure d'expulsion	630
2.2	Organes	631
2.2.1	L'Assemblée générale	632
2.2.2	Le Comité exécutif	633
2.2.3	Le Secrétariat	634
3.	Règles de vote	635
3.1	Unanimité et majorité.	636
3.2	Le vote pondéré	637
3.3	La pratique du consensus.	637

4. Compétences	637
4.1 Le principe : des compétences d'attribution	637
4.2 L'exception : les compétences implicites	638
5. Responsabilité	641
6. Financement	642
Chapitre 13- Le règlement pacifique des conflits	645
1. Les modes politiques ou diplomatiques	648
1.1 La négociation diplomatique	649
1.2 Les bons offices et la médiation	651
1.3 L'enquête	652
1.4 La conciliation	653
2. Les modes juridiques	654
2.1 L'arbitrage	655
2.1.1 Bref rappel historique	655
2.1.2 Régime juridique	657
2.1.2.1 Fondements	658
2.1.2.2 Choix et pouvoirs des arbitres	659
2.1.2.3 La sentence	659
2.1.3 Distinctions entre l'arbitrage et la justice	660
2.2 La Cour internationale de Justice	661
2.2.1 Les fondements de la compétence contentieuse de la Cour	662
2.2.1.1 Compromis spécial et clause juridictionnelle	663
2.2.1.2 Le principe du <i>forum prorogatum</i>	664
2.2.1.3 La déclaration d'acceptation de la compétence obligatoire de la Cour en vertu de l'article 36 de son Statut	666

2.2.2	Le problème des réserves à l'acceptation de la compétence obligatoire.	669
2.2.2.1	État du problème	669
2.2.2.2	Texte de la Déclaration canadienne du 10 mai 1994.	670
2.2.2.3	Les réserves canadiennes	671
2.2.2.4	Conclusion	677
2.2.3	L'ordonnance en indication de mesures conservatoires	677
2.2.3.1	Le critère de la compétence de la Cour : une compétence <i>prima facie</i>	677
2.2.3.2	Le critère écarté : celui de la possibilité réelle ou de la probabilité raisonnable de compétence	681
2.2.3.3	Conclusion	683
2.2.3.4	Le problème du caractère obligatoire de l'ordonnance	684
2.2.4	L'exécution forcée de la décision judiciaire	686
2.2.4.1	L'article 94 et le droit de veto.	687
2.2.4.2	Le choix entre la recommandation et la décision.	687
2.2.4.3	La nature des pouvoirs du Conseil de sécurité aux termes de l'article 94	688
2.2.5	La compétence consultative de la Cour internationale de Justice	689
2.2.6	Évaluation générale	691
Chapitre 14- Le recours à la force armée		693
1.	Le principe de l'interdiction de la force dans les relations internationales	694
1.1	Le principe de non-intervention	697
1.1.1	Intervention et guerre civile.	700

1.1.2	Intervention en vue de protéger les nationaux à l'étranger	702
1.1.3	Intervention humanitaire unilatérale ou multilatérale	703
1.2	Le principe de non-agression	704
2.	Le droit de légitime défense individuelle ou collective	705
2.1	L'existence préalable d'une agression armée	706
2.2	La règle de nécessité et de proportionnalité	709
2.3	Contrôle théorique <i>a posteriori</i> du Conseil de sécurité	712
2.4	L'hypothèse de la légitime défense préventive.	713
2.5	La légitime défense collective.	716
3.	L'organisation de la légitime défense collective	717
3.1	Dans le cadre de l'ONU	717
3.1.1	Le Conseil de sécurité comme organe principal du maintien de la paix	717
3.1.1.1	Composition	718
3.1.1.2	Fonctions et pouvoirs	719
3.1.1.3	Procédure de vote	720
3.1.2	L'échec du système établi en 1945	722
3.1.2.1	Le climat de la Guerre froide	723
3.1.2.2	La non-conclusion des accords spéciaux	723
3.1.2.3	L'exercice effectif du droit de veto	724
3.1.2.4	La difficile entreprise de la qualification des faits	724
3.1.3	La fin de la Guerre froide et la résurrection du Chapitre VII	725
3.1.3.1	L'invasion du Koweït par l'Irak.	726
3.1.3.2	Frappes aériennes des 16-19 décembre 1998	727

3.1.3.3	Le bombardement de l'Afghanistan par les États-Unis d'Amérique (octobre 2001)	728
3.1.3.4	L'agression américano-britannique contre l'Irak en mars 2003	731
3.1.3.5	Interventions humanitaires en Somalie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et au Timor oriental	737
3.2	L'organisation de la légitime défense collective dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)	737
3.2.1	Le concept de la légitime défense collective	739
3.2.2	Le caractère semi-automatique des engagements souscrits	741
3.2.3	Le retrait français et les critiques de l'administration Trump	743
3.2.4	La détermination du fait-condition qui déclenche le mécanisme de l'assistance mutuelle	744
3.2.5	L'élargissement de l'OTAN	744
3.2.6	De la compatibilité de l'action de l'OTAN à celle de l'ONU	745
4.	La création des Casques bleus et les opérations de maintien de la paix	746
4.1	L'expérience coréenne	746
4.2	L'Union pour le maintien de la paix	747
4.3	L'agression israélo-franco-britannique de 1956 contre l'Égypte et la création de la F.U.N.U.	750
4.4	Évolution du système	752
4.4.1	Des opérations de plus en plus nombreuses	752
4.4.2	Des nouvelles distinctions d'ordre conceptuel	756
4.4.3	Pratique des nouvelles opérations de maintien de la paix	757

4.4.4	La création du Système de forces et moyens en attente	760
5.	Le droit d'intervention collective au titre de l'assistance humanitaire	761
5.1	Accès aux victimes et couloirs d'urgence	762
5.2	Les zones d'exclusion aérienne en Irak	763
5.3	L'action de l'ONU en Somalie, en Bosnie-Herzégovine, au Rwanda et au Timor oriental	765
5.3.1	En Somalie	765
5.3.2	En Bosnie-Herzégovine	766
5.3.3	Rwanda	767
5.3.4	Le Timor oriental.	770
5.4	Le bombardement militaro-humanitaire de l'OTAN contre la Yougoslavie (Kosovo, 1999).	770
5.5	La responsabilité de protéger	773
5.5.1	Libye 2011	774
5.5.2	Syrie 2012	775
5.6	Conclusion	778
	Chapitre 15- La protection internationale des droits de l'homme	781
1.	Bref historique	781
1.1	La protection des droits de l'homme avant 1945.	781
1.2	La <i>Charte des Nations Unies</i>	785
1.3	Systèmes régionaux	787
1.4	Les droits de la troisième génération.	787
2.	Les principaux éléments du droit onusien.	794
2.1	La <i>Déclaration universelle des droits de l'Homme</i>	794
2.2	Les Pactes internationaux de 1966.	796

2.2.1	Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques	796
2.2.2	Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	798
2.3	Autres conventions d'importance fondamentale	799
2.4	Le problème de la mise en œuvre des droits de l'homme	801
2.4.1	Dans le cadre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques	802
2.4.1.1	Le rapport	803
2.4.1.2	La plainte étatique	804
2.4.1.3	La plainte individuelle	804
2.4.2	Dans le cadre de la Convention sur l'élimination de la discrimination raciale	805
2.4.2.1	La présentation de rapports	806
2.4.2.2	La plainte étatique	806
2.4.2.3	La plainte individuelle	807
2.4.3	Dans le cadre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes	807
2.4.4	Dans le cadre de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	808
2.4.5	Dans le cadre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels	809
2.4.6	Autres mécanismes de contrôle : la Procédure 1503	810
2.5	Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme	812
3.	Systèmes régionaux de protection des droits de l'homme	813
3.1	Europe	813
3.2	Afrique	815

3.3	Droit interaméricain	815
3.3.1	Droits protégés	816
3.3.2	Système de mise en œuvre.	818
3.3.2.1	Rôle de la Commission inter- américaine	818
3.3.2.1.1	La plainte étatique	819
3.3.2.1.2	La plainte individuelle	819
3.3.2.2	La Cour interaméricaine des droits de l'homme.	820
4.	La protection internationale des réfugiés et des apatrides.	821
4.1	Les réfugiés	822
4.1.1	Admission.	823
4.1.1.1	Crise des « réfugiés » haïtiens au Canada (2017)	824
4.1.2	Statut	826
4.1.3	Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	827
4.1.4	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient	827
4.1.5	Afrique	827
4.2	Les apatrides	828
4.2.1	Le statut juridique des apatrides	829
4.2.2	L'élimination de l'apatridie	829
4.2.2.1	Convention des Nations Unies sur la réduction de l'apatridie	829
4.2.2.2	Convention de 1957 sur la nationalité de la femme mariée	830
	Chapitre 16- Droit international pénal	831
	Introduction	831

1. Notions préliminaires.	831
1.1 Droit international pénal et droit pénal international.	831
1.2 L'obligation d'extrader ou de poursuivre (<i>aut dedere aut judicare</i>)	836
1.3 La responsabilité pénale	840
1.3.1 La responsabilité pénale de l'État.	840
1.3.2 La responsabilité pénale de l'individu	841
1.3.3 L'articulation entre la responsabilité pénale de l'individu et celle de l'État	843
2. Les crimes internationaux	847
2.1 Le crime d'agression.	848
2.2 Crimes de guerre et crimes contre l'humanité.	849
2.2.1 Notions générales	849
2.2.2 Crimes de guerre	852
2.2.2.1 Le droit de La Haye	852
2.2.2.2 Le droit de Genève	853
2.2.2.3 La Cour pénale internationale et les crimes de guerre.	855
2.2.3 Crimes contre l'humanité	856
2.2.4 Imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité	859
2.3 Le génocide	859
2.4 Piraterie maritime	862
2.5 Le terrorisme international.	864
2.5.1 Capture et détournement d'aéronefs	867
2.5.1.1 L'attribution de pouvoirs de contrainte au commandant de bord.	868
2.5.1.2 La création de l'infraction spécifique de capture illicite d'un aéronef	868

2.5.2	La criminalisation du sabotage	869
2.5.3	Actes de terrorisme en mer	870
2.5.4	Terrorisme et prise d'otages	871
3.	La justice internationale pénale	876
3.1	Les tribunaux nationaux	876
3.2	Les tribunaux internationaux <i>ad hoc</i> : l'exemple du T.P.I.Y et du T.P.I.R.	877
3.2.1	Compétence.	878
3.2.2	Entraide judiciaire	878
3.2.3	Responsabilité individuelle	879
3.2.4	Peines.	879
3.2.5	Le procès de Slobodan Milosevic	879
3.2.6	L'affaire <i>Akayesu</i>	880
3.2.7	L'avenir des T.P.I.Y. et T.P.I.R.	882
3.3	La Cour pénale internationale	884
3.3.1	Notions introductives	884
3.3.2	Compétence et recevabilité	885
3.3.2.1	Une compétence complémentaire.	886
3.3.2.2	Une compétence limitée <i>ratione materiæ</i> , <i>ratione temporis</i> , <i>ratione loci</i> et <i>ratione personæ</i>	886
3.3.2.3	Le renvoi d'une situation et l'ouverture d'une enquête	888
3.3.2.4	Peines	890
3.3.2.5	Importance accrue de la place de la victime.	890
3.3.3	Situations dont est actuellement saisie la C.P.I.	890
3.4	Les tribunaux mixtes	895

Chapitre 17- La protection internationale de l'environnement	897
1. Notions préliminaires	897
1.1 Définition	897
1.2 Bref historique.	898
1.2.1 Avant 1972	899
1.2.2 Stockholm, 1972	900
1.2.3 Rio, 1992	901
1.3 Objet	904
1.4 Les problèmes environnementaux	904
2. Principes généraux	906
2.1 Le principe de souveraineté permanente	907
2.2 Le principe du développement durable.	907
2.3 Le principe de prévention.	909
2.4 Le principe de précaution.	910
2.5 Le principe du pollueur-payeur.	911
2.6 Le principe des responsabilités communes mais différenciées	912
2.7 La responsabilité pour dommage environnemental	914
3. La protection de l'atmosphère	914
3.1 La protection de la couche d'ozone stratosphérique	914
3.2 La lutte contre les gaz à effet de serre	916
3.2.1 La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques	917
3.2.2 Le Protocole de Kyoto	918
3.2.3 L'Accord de Paris.	920
3.3 La lutte contre les pluies acides	922

3.4	La menace découlant de l'énergie nucléaire	924
3.4.1	Utilisations militaires	925
3.4.1.1	L'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère	925
3.4.1.2	L'interdiction complète de tous les essais nucléaires.	925
3.4.1.3	L'illégalité de l'emploi d'armes nucléaires	926
3.4.2	Utilisations civiles	927
3.4.2.1	Le risque de prolifération	927
3.4.2.2	Le risque d'accidents	931
4.	La protection des mers et des océans	932
4.1	La pollution par les navires.	932
4.2	Intervention en haute mer en cas d'accident	934
4.3	Immersion de déchets	935
4.4	Pollution d'origine tellurique	937
5.	La protection des forêts, des sols et des fleuves	938
5.1	Protection des forêts.	938
5.2	Protection des sols contre la désertification	940
5.3	Protection des fleuves et rivières	941
6.	La protection des espèces animales et végétales	942
6.1	La protection de certaines espèces	943
6.2	Les espèces menacées d'extinction	944
6.3	La protection des habitats	945
6.4	Le maintien de la biodiversité	946
6.4.1	La <i>Convention sur la diversité biologique</i>	946
6.4.2	Le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (2000)	948

6.4.3	Protocole de Nogoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation (2010)	951
6.5	Protection de la faune et de la flore en Antarctique	952
7.	L'élimination des déchets dangereux	953
7.1	Déchets dangereux	953
7.2	Déchets radioactifs	954
	Chapitre 18- Commerce et investissement	957
1.	Le droit international économique	958
1.1	L'Organisation mondiale du commerce	959
1.1.1	Historique	959
1.1.2	Principes fondamentaux	962
1.1.2.1	La réduction progressive des obstacles aux échanges.	965
1.1.2.2	Le principe de non-discrimination	968
1.1.2.3	Le principe de transparence	970
1.1.3	Mesures de sauvegarde et exceptions générales	970
1.1.4	Règlement des différends	971
1.2	L'Union européenne	972
1.3	ALÉNA.	975
2.	Droit des investissements étrangers	978
2.1	Notions générales	978
2.2	Problématique générale	981
2.2.1	Les risques	981
2.2.2	Les tensions entre l'État d'accueil et les filiales étrangères	982
2.2.3	Les tensions entre l'État d'accueil et l'État d'origine.	983

2.3	Sources	985
2.3.1	Plans bilatéral et régional	985
2.3.2	Plan mondial	986
2.3.2.1	Les Directives sur le traitement des investissements étrangers de la Banque mondiale	988
2.3.2.2	La Déclaration de principe sur l'investis- sissement international de l'OCDE.	989
2.3.2.3	Les Principes directeurs du G20 (2016).	991
2.3.2.4	Le projet mort-né de l'Accord multi- latéral sur l'investissement (AMI)	992
2.3.2.5	Les accords de l'OMC portant sur l'investissement	993
2.3.2.6	La Convention de l'OCDE sur la corruption	995
2.4	Régime général	996
2.4.1	Admission.	996
2.4.2	Traitement général	997
2.4.2.1	Traitement national et traitement de la nation la plus favorisée	997
2.4.2.2	La norme minimale de traitement	999
2.4.3	Les obligations d'achat et de résultat	1009
2.4.4	Les transferts de fonds	1012
2.4.5	Les nationalisations	1014
2.4.5.1	Le droit de nationaliser	1014
2.4.5.2	Mesures équivalentes à la nationalisation	1017
2.5	Règlement des différends	1026
2.5.1	Arbitrage CIRDI	1027
2.5.2	Arbitrage CNUDCI	1029
2.5.3	Arbitrage ALÉNA.	1029

2.6	L'assurance-investissement	1030
2.6.1	La garantie nationale.	1031
2.6.2	La garantie internationale	1031
2.7	La nécessaire réforme du droit des IDÉ	1033
	Bibliographie	1035
	Table de la législation et des textes internationaux. . .	1109
	Table de la jurisprudence	1163
	Index analytique et onomastique	1185